

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

MARCHE À PROCÉDURE ADAPTÉE

(Articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique)

Marché de fourniture et service :

**Dispositifs d'Alerte pour Travailleurs isolés
relevant du Crous de Montpellier - Occitanie
(secteurs de Montpellier, Nîmes et Perpignan)**

N° 24111

Date et heure limites de remise des offres :

Lundi 16 décembre 2024 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1. Les contractants	2
1.1. Le pouvoir adjudicateur	2
1.2. Le titulaire	2
ARTICLE 2. Objet du marché	2
2.1. Définition du marché	2
2.2. Démarrage et durée du marché	3
2.3. Type de marché	3
2.4. Décomposition	3
2.5. Langue des documents du marché	3
2.6. Obligation d'information et de conseil	3
2.7. Modifications et prestations similaires	3
2.8. Cautionnement	3
ARTICLE 3. Pièces contractuelles	3
ARTICLE 4. Sous-traitance	4
ARTICLE 5. Etablissement des prix	4
5.1. Présentation de l'offre financière	4
5.2. Prix fermes durant toute la durée du marché	4
5.1. Avance et retenue	4
5.2. Circonstances imprévisibles	4
ARTICLE 6. Bons de commande	4
ARTICLE 7. Contrôle des prestations	5
ARTICLE 8. Facturation	5
8.1. Correspondance avec le bon de commande de l'unité de gestion	5
8.2. Facturation à service fait	5
8.3. Contenu des factures	5
8.4. Dépôt dans CHORUS PRO	5
ARTICLE 9. Règlement	6
9.1. Mode et délai de règlement	6
9.2. Cas de suspension	6
ARTICLE 10. Protection des données et communication	6
ARTICLE 11. Assurances	7
ARTICLE 12. Responsabilité	7
ARTICLE 13. Pénalités	7
13.1. Pénalité pour absence de réaction de levée de doute à une alerte	7
13.2. Pénalité en cas d'indisponibilité de l'application de supervision	7
ARTICLE 14. Litiges, résiliations et exécution par défaut	7
14.1. Règlement des litiges	7
14.2. Résiliation pour faute du titulaire	8
14.3. Exécution par un tiers	8
14.4. Résiliation à la demande du titulaire	8
14.5. Résiliation pour motif d'intérêt général	8
14.6. Cas de redressement ou liquidation judiciaire	8
ARTICLE 15. Dérogations au CCAG-FCS	9

ARTICLE 1. Les contractants

1.1. Le pouvoir adjudicateur

Crous de Montpellier - Occitanie

2, rue Monteil
CS 85053
34093 Montpellier cedex 5

Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame la Directrice du Crous de Montpellier-Occitanie.

1.2. Le titulaire

A l'issue de la procédure de consultation, l'attributaire sera désigné par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 2. Objet du marché

2.1. Définition du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture d'un service de Dispositif d'Alerte pour Travailleurs Isolés (DATI) relevant du Crous de Montpellier (secteurs de Montpellier, Nîmes, Perpignan).

Les principales prestations attendues sont : fourniture d'une application DATI pour smartphones, de terminaux DATI autonomes, d'une application de supervision, d'un service de télésurveillance.

2.2. Démarrage et durée du marché

Le marché démarre à la date de notification du marché et devient exécutoire à notification des bons de commandes au titulaire.

Il est passé pour une période de 12 (douze mois), renouvelable 3 (trois) fois pour des périodes de 12 (douze) mois par tacite reconduction. Sa durée totale ne peut dépasser 4 (quatre) ans.

Le titulaire ou le Crous peuvent refuser la reconduction du marché. Ils en aviseront alors l'autre partie par lettre recommandée au plus tard 3 (trois) mois avant l'expiration du délai de validité du marché.

2.3. Type de marché

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire exécutable par bons de commande à prix unitaires, sans minimum, avec un maximum de 70 000 € HT sur toute la durée du marché.

2.4. Décomposition

Par dérogation à l'article R2113-1 du Code de la commande publique, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement technique ou géographique considérant le caractère indissociable des prestations attendues.

2.5. Langue des documents du marché

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

2.6. Obligation d'information et de conseil

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire a une obligation de diligence et de conseil s'il se rend compte de difficultés particulières au titre de ses prestations. Il prévient l'acheteur en listant les risques et propose des actions pour les réduire et y remédier.

Compte tenu de l'enjeu sécuritaire, le titulaire met en place une veille réglementaire et professionnelle relative aux dispositifs d'alerte pour travailleurs isolés et informe le Service Prévention Santé Sécurité Environnement du Crous en cas d'impact de ces évolutions réglementaires ou professionnelles sur l'exécution du marché.

2.7. Modifications et prestations similaires

Toute modification sera introduite par voie d'avenant, dans les conditions fixées par l'article L2194-1 du code de la commande publique.

Le marché ne prévoit pas la possibilité de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

2.8. Cautionnement

Le titulaire est dispensé de constituer un cautionnement.

ARTICLE 3. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du présent marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) – Formulaire ATTRI1, et ses trois annexes :
 - Annexe n°1 à l'AE – Bordereau de prix unitaires (BPU-DQE) ;
 - Annexe n°2 à l'AE – Cadre de réponse technique ;
 - Annexe n°3 à l'AE – Fiche création fournisseur ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe Sites et contacts ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS de 2021) ;
- Les documents techniques du candidat fournis en appui du CRT ;
- Le Règlement de la Consultation (RC).

ARTICLE 4. Sous-traitance

Les dispositions des articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants du code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre. Ces articles disposent notamment que le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans un acte spécial de sous-traitance (DC4).

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

ARTICLE 5. Etablissement des prix

5.1. Présentation de l'offre financière

L'offre financière du candidat est établie au Bordereau de Prix Unitaires (BPU-DQE) détaillant les prix unitaires des prestations.

Les prix seront indiqués en Euros, HT et TTC.

Les prix sont réputés complets, c'est-à-dire comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres propres à l'exécution du marché. Les taxes ajoutées sont celles en vigueur lors des règlements.

L'offre de prix unitaire prendra en compte le coût des services annexes nécessaires à l'exécution du marché (frais de port, frais de conception, de gestion, de déplacement, de réunions, de mise à jour et maintenance de l'application et des outils de suivi et de télésurveillance).

L'entreprise ne pourra, en aucun cas, prétendre à une majoration de prix, en raison des dépenses qu'elle aurait pu être amenée à engager pour l'exécution du présent marché.

5.2. Prix fermes durant toute la durée du marché

Le candidat établit son offre financière en tenant compte que les prix seront fermes durant toute la durée du marché.

Il ne sera pas accepté de révision tarifaire en cours d'exécution du marché.

Il n'y a pas en conséquence de clause de sauvegarde.

5.1. Avance et retenue

Le présent marché ne prévoit pas l'attribution d'une avance forfaitaire ou facultative, ni l'application d'une retenue de garantie.

5.2. Circonstances imprévisibles

Dans le respect du droit de la commande publique, une modification limitée et justifiée des conditions financières (indemnité d'imprévision durant la période d'imprévision) peut avoir lieu pour faire face à des circonstances réellement imprévisibles dans les conditions prévues par le droit.

ARTICLE 6. Bons de commande

Les commandes sont réalisées par les Directeurs des Unités de Gestion (DUG) en charge de leurs travailleurs isolés. Chaque unité de gestion (UG) ayant son budget propre, le titulaire doit en tenir compte dans sa facturation. La liste des UG et leur code CHORUS est indiquée à l'annexe du CCTP.

C'est le service bénéficiaire qui déclenche la prestation par l'émission d'un bon de commande auprès du titulaire.

Le bon de commande a une durée maximale d'exécution de douze mois.

Il doit comporter au minimum :

- La date de la commande et le numéro de commande issu du système comptable du Crous,
- Le numéro du marché,
- L'identification de l'unité de gestion, émetteur de la commande,
- L'identification du titulaire conforme à l'acte d'engagement signé à la notification du marché,
- La description de la prestation demandée correspondante au BPU et sa quantité,

Aucun bon de commande ne respectant pas ces éléments ne devra être traité par le titulaire, notamment en cas de prestation non correspondante au BPU.

ARTICLE 7. Contrôle des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par l'unité de gestion, émetteur de la commande, dans un délai de 15 jours à compter de l'exécution des prestations, conformément aux articles 27 et suivants du CCAG-FCS.

A l'issue des opérations de vérification, l'UG représentant le pouvoir adjudicateur, prendra sa décision quant à la validation ou non du service fait, dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 8. Facturation

8.1. Correspondance avec le bon de commande de l'unité de gestion

Toute facture doit pouvoir être rapprochée à un bon de commande.

La facturation sera établie par unité de gestion, responsable de sa validation par constatation du service fait et de sa liquidation.

Un relevé détaillé des prestations correspondant à la facture pourra être demandé par l'UG responsable du contrôle de la facturation.

8.2. Facturation à service fait

Le titulaire facture après réalisation de sa prestation (« à service fait ») qu'il exécute après émission d'un bon de commande.

Pour les prestations récurrentes (abonnement, supervision...), le titulaire du marché pourra facturer mensuellement après réalisation de la prestation sur le mois écoulé.

8.3. Contenu des factures

Cette facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Numéro du marché.
- Date de la facturation,
- Date de début et de fin des prestations facturées,
- Définition exacte et détaillée de la prestation exécutée,
- Nom, adresse, courriel et n° de téléphone du créancier,
- Numéro de son compte bancaire ou postal (qui doit être celui indiqué dans l'acte d'engagement),
- Montant hors taxes et toutes charges comprises de la prestation exécutée,
- Taux et montant de la T.V.A. et autres taxes éventuelles.

8.4. Dépôt dans CHORUS PRO

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire (et le sous- traitant éventuel admis au paiement direct) comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de facture ;

- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (facultatif) ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (la liste est affichée sur Chorus) ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Le SIRET du Crous de Montpellier-Occitanie étant 183 400 084 00012.

ARTICLE 9. Règlement

9.1. Mode et délai de règlement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au CCAG FCS, par l'Agent Comptable du Crous de Montpellier et conformément à la réglementation en vigueur à la date de l'exécution de la prestation.

Le mode de règlement est le mandat administratif. Le délai de paiement est de 30 jours : la non-observation du délai de paiement à compter de la réception de la facture ouvre droit aux intérêts moratoires à la charge de l'établissement débiteur, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, depuis le jour qui suit l'expiration du délai mentionné ci-dessus. Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux prévu réglementaire.

Ce délai de règlement s'entend à compter de la date ouvrant droit au règlement de la facture :

- Réception de la facture,
- Décision d'admission, par l'administration, du procès-verbal de contrôle

9.2. Cas de suspension

Le titulaire du marché est informé de la possible suspension d'une facture en cas de :

- Demandes de précisions par le Crous
- Factures non conformes
- Absence de constatation de service fait par l'unité de gestion

ARTICLE 10. Protection des données et communication

Le titulaire est responsable de la protection des données personnelles des agents du Crous qu'il est amené à utiliser dans l'exécution du marché. Il assure le contrôle de leur utilisation et le stockage de leurs sauvegardes conformément à la réglementation nationale et européenne.

Le titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentielles les informations auxquelles il aura accès, au sens de l'article 5 du CCAG-FCS, et à ne pas les divulguer (sous forme de documents, de fichiers ou de communications) avant la signature, pendant l'exécution et après l'exécution du présent marché. Il s'engage à ne faire aucun usage (notamment commercial), même sous forme indirecte des informations auxquelles il aura accès et à ne les transmettre à aucun tiers.

Il doit obtenir de ses éventuels sous-traitants que cette clause de confidentialité et non usage leur soit également applicable, et d'une manière générale, à toute personne intervenant sous sa responsabilité dans le cadre du présent marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

Toute communication externe ou interne en lien avec le présent marché, ainsi que sur les modalités de coopération entre le CROUS et le titulaire devra être préalablement soumise à l'approbation des parties.

Le titulaire s'engage à respecter le plan de communication établi conjointement et à faire valider avant publication par écrit au Crous les éventuels supports de communication mis en place dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 11. Assurances

Dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrables à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire doit justifier qu'il a contracté une assurance au titre de sa responsabilité civile (articles 1240 à 1242 du Code civil) et professionnelle garantissant les personnels du Crous et les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution ou le défaut d'exécution des clauses techniques du marché.

L'attestation d'assurance que fournira le titulaire établira les dates de début et de fin et l'étendue de la responsabilité garantie. Le démarrage du marché est subordonné à la remise de l'attestation d'assurance.

À tout moment durant l'exécution, le titulaire doit être en mesure de fournir cette attestation d'assurance sur demande du Crous dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 12. Responsabilité

La responsabilité du titulaire est engagée dans le cas de non-déclenchement d'une alerte dans les modalités indiquées au CCTP ou dans le cas de défaut de réaction au déclenchement d'une telle alerte qui ne respecterait pas les clauses techniques du CCTP.

ARTICLE 13. Pénalités

Toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. Les pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable, sauf stipulation contraire.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier les défaillances du titulaire.

13.1. Pénalité pour absence de réaction de levée de doute à une alerte

En cas d'absence de réalisation de la levée de doute suite au déclenchement d'une alerte DATI, sera appliquée une pénalité de 50 € par absence de réaction.

13.2. Pénalité en cas d'indisponibilité de l'application de supervision

En cas d'indisponibilité de l'application de supervision, sera appliquée une pénalité journalière de 20 € par journée d'indisponibilité.

ARTICLE 14. Litiges, résiliations et exécution par défaut

14.1. Règlement des litiges

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution du marché.

En cas d'échec de leur négociation directe et avant toute saisine des juridictions compétentes, ils soumettront le différend qui les oppose au comité consultatif de règlement amiable des litiges, selon les modalités fixées à l'article 46 du CCAG-FCS et à l'article L.2197-3 du code de la commande publique ;

Le présent marché est régi par le droit français, seul applicable en cas de litige.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Montpellier est compétent en la matière.

14.2. Résiliation pour faute du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 à 8 du Code du travail, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Outre les cas de résiliation mentionnés aux articles 38 à 45 du chapitre 7 Résiliation du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, de plein droit et aux torts du titulaire, sans indemnités, moyennant un préavis d'un mois envoyé par lettre recommandée avec AR et après avoir invité le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 10 jours, dans les cas suivants :

- Infraction caractérisée aux clauses contractuelles, administratives ou techniques.
- Répétition non motivée de non-conformités d'exécution.
- Défaillance notoire du titulaire.

Le titulaire aura 10 jours pour en retour présenter ses observations, proposer les actions préventives et correctives envisagées. Passé ce délai, l'accord cadre sera résilié sans indemnité.

14.3. Exécution par un tiers

Le marché prévoit que le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par le prestataire qui lui conviendra à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire dans les cas suivants :

- Inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.
- Résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Pour les prestations ayant fait l'objet de rejet, refus, retard, inachèvement ou non remplacement dans les délais accordés, le pouvoir adjudicateur pourra faire réaliser les prestations concernées par le fournisseur qui lui conviendra. En cas de différence de prix au détriment de l'administration, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire et automatiquement déduite de la facture mise en paiement à son profit. Ainsi l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont fixées par l'article 45 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, du chapitre 7 Résiliation du CCAG-FCS.

14.4. Résiliation à la demande du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire doit solliciter la résiliation du marché, il informe le Crous des motifs de sa demande et indique la date à laquelle la résiliation pourrait être envisagée, compte tenu d'un délai minimum de trois mois entre la date de sa demande et la cessation effective du marché. La résiliation du marché n'est effective que par décision expresse du Crous.

14.5. Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article 42 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin au marché pour motif d'intérêt général.

Le présent marché peut être résilié pour motif d'intérêt général sans indemnité selon les dispositions de l'arrêt n° 350341 du Conseil d'Etat du 19 décembre 2012. Les acheteurs ont en effet, la possibilité de résilier unilatéralement un marché pour un motif d'intérêt général sans indemniser son titulaire, à la condition que l'une des clauses du contrat le prévoie expressément.

14.6. Cas de redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 15. Dérogations au CCAG-FCS

Les dispositions de l'article sur les pénalités du présent CCAP dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les dispositions de l'article sur la résiliation du présent CCAP dérogent aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS.